

Après l'urgence sanitaire, et les milliards aux entreprises

L'urgence sociale avec augmentation immédiate et significative des salaires pour tous les salariés de la Protection Sociale.



Une crise sanitaire devenue crise sociale

La crise sanitaire qui aura mis en évidence le manque à la fois de préparation du gouvernement (sans doute trop occupé à choyer la finance) et l'état déplorable dans lequel des années d'austérité ont plongé notre système hospitalier, est devenue une crise sociale. Les plans sociaux se multiplient, le chômage augmente, la précarité et les loyers impayés explosent.

Des centaines de milliards pour les entreprises

Pour répondre à l'urgence Macron a décidé de verser des centaines de milliards aux entreprises, soit de manière directe, soit par emprunt, soit par exonération de cotisations sociales. Parce qu'il n'est pas question de taxer les riches, pas question de rétablir l'ISF, pas question d'interdire le versement des dividendes.

NON! Puisque ce sont les salariés qui vont payer la note ! Et elle sera salée !

Il n'y aura pas de jour d'après, il n'y aura pas de considération pour les salariés de la protection sociale : ce gouvernement est toujours l'exécutif de l'austérité, de la finance, de l'abandon des salariés, des retraités, des jeunes et des privés d'emploi. « Quoi qu'il en coûte et le monde d'après » n'ont été que duperie et mensonges, une fois encore !

Pourtant de l'argent il y en a

« En 2019, les riches se sont enrichis plus vite que l'économie. Et les plus riches d'entre eux davantage que les autres... » (Revue Challenges – 9 juillet 2020). Par ailleurs, rappelons que les entreprises du CAC 40 ont versé 49,2 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires en 2019, soit 15 % de plus qu'en 2018.

La crise économique n'est pas pour tout le monde. Un tiers des entreprises a versé en 2019 plus que ce qu'elles ont gagné.

Le patrimoine des 500 plus grosses fortunes françaises est de 730 milliards au total. C'est donc bien un choix politique qui est fait de ne pas redistribuer les richesses.

Le Covid-19 est prétexte à tout !

Les actionnaires font payer les salariés en les licenciant à tour de bras et en gelant les salaires pour maintenir leurs dividendes.

Le gouvernement va nous présenter la « facture » sous forme de dette sociale prélevée sur nos salaires.

Y a-t-il encore quelqu'un qui croit à la sincérité des déclarations de ce gouvernement ? Les discours sont-ils autre chose que de la morphine pour accélérer une politique toujours plus à droite : privatiser les services publics, démanteler l'Etat social, détruire ce qui reste de syndicats ?

Nous vivons l'une des pires crises de notre histoire... et Macron ne trouve rien d'autre à dire que nos services publics et notre modèle de protection sociale coûtent trop chers.

Augmenter les salaires pour les salariés de la protection sociale

Les salariés de l'ensemble de nos secteurs ont été mis à rude épreuve devant cette crise sanitaire inédite. Parfois avec très peu de protections les salariées de l'aide, de l'accompagnement et du soin à domicile ont continué leurs interventions quotidiennes indispensables pour plus de 700 000 personnes en perte d'autonomie. Dans de nombreux secteurs, malgré un télétravail mis en place en mode dégradé, le paiement des indemnités journalières, des retraites, allocations et autres a été assuré malgré une explosion des demandes.

Les salariés ont répondu présents, une fois encore. Alors même que pour certains leurs salaires sont gelés depuis presque 10 ans et que d'autres commencent leur carrière en dessous du SMIC. L'Etat et les employeurs ont fait le choix de « primes de la division », mais nous à la CGT nous revendiquons une hausse générale des salaires.

Plus de salaire c'est plus de cotisations sociales pour financer notre protection sociale et donc notre système de santé.

Pour une augmentation immédiate, conséquente et générale des salaires.

7 raisons pour augmenter LES SALAIRES :

- ✓ • Pour rééquilibrer le partage de la valeur ajoutée en faveur des travailleurs
- ✓ • Pour rétablir le déséquilibre entre les salaires des femmes et des hommes
- ✓ Pour reconnaître et encourager l'amélioration des qualifications
- ✓ Pour augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs
- ✓ Pour assurer une vie décente à tous
- ✓ Pour soutenir la consommation, et donc la croissance
- ✓ Pour assurer et accroître les ressources de la Sécurité sociale.